

Communiqué de presse

Sondage OpinionWay : seuls 8 % des Français veulent accélérer l'IA, 78 % réclament des interdictions internationales

Paris, le 6 mai 2026.

Une enquête inédite menée par OpinionWay pour le Centre pour la Sécurité de l'IA (CeSIA) révèle un décalage frappant entre les préférences des Français sur l'intelligence artificielle et les orientations politiques actuelles. Tous bords politiques confondus, les citoyens demandent massivement plus de régulation, alors que la France et l'Europe misent sur l'accélération.



Le CeSIA publie les résultats de la première enquête d'opinion détaillée sur la perception du développement et de la régulation de l'IA par les Français, réalisée par l'institut OpinionWay sur un échantillon de 2 065 personnes représentatif de la population française.

Les Français veulent freiner, pas accélérer

Seuls 8 % des Français souhaitent accélérer le développement de l'IA en France et en Europe. À l'inverse, 42 % préfèrent le ralentir fortement ou le mettre en pause temporairement. Les Français sont trois fois plus nombreux (62 %) à vouloir que l'IA soit « orientée avant tout vers la sécurité, les droits et

l'éthique » plutôt que vers « la performance et l'innovation » (21 %). Ces préférences se retrouvent sur l'intégralité du spectre politique.

Un plébiscite pour la régulation, tous bords confondus

Toutes les mesures d'encadrement de l'IA proposées dans l'enquête recueillent un soutien massif (de 77 % à 82 %). En particulier, 78 % des Français se déclarent favorables à la mise en place d'accords internationaux pour interdire certains usages ou capacités de l'IA qui menacent la vie humaine ou les droits fondamentaux, une position partagée des électeurs de LFI (79 %) à ceux du RN (74 %), en passant par le PS (88 %), les Écologistes (79 %), la majorité présidentielle (88 %) et LR (89 %). Une majorité de Français (56 % contre 25 %) souhaite que ce soient les pouvoirs publics, et non les entreprises privées, qui orientent le développement de l'IA.

Des inquiétudes massives sur les risques

Les Français expriment une inquiétude marquée vis-à-vis des dangers amplifiés par l'IA. Leurs craintes concernent à la fois des risques et préjudices avérés – tels que la désinformation et manipulation de l'opinion (82 %), les cyberattaques (80 %), ou les armes autonomes et les risques d'escalade militaire (75 %) – et des risques plus prospectifs, allant de l'aide à la conception d'armes chimiques ou biologiques (78 %) à la perte de contrôle sur certains systèmes d'IA (75 %) en passant par la surveillance de masse et le contrôle social (73 %). Au global, seuls 31 % des sondés se déclarent enthousiastes face au développement de l'IA, contre 54 % qui se disent inquiets.

Un décalage frappant avec l'action politique

Ces résultats tranchent avec les orientations politiques actuelles. Lors du Sommet pour l'action sur l'IA à Paris en février 2025, Emmanuel Macron annonçait 109 milliards d'euros d'investissements privés dans l'IA en France, tandis que Ursula von der Leyen promettait de mobiliser 200 milliards d'euros au niveau européen et déclarait vouloir « accélérer l'Europe » pour en faire « l'un des continents leaders de l'IA », sans qu'une avancée significative n'ait été obtenue sur la coordination internationale en matière de risques. Le règlement «[Digital Omnibus](#)», soutenu par la France et en voie d'adoption, repousse de près de deux ans l'entrée en application des obligations du Règlement européen sur l'IA (RIA) pour les systèmes à haut risque. Si le RIA constitue une avancée majeure, le retard pris dans sa mise en œuvre, l'accumulation d'incidents liés à l'intelligence artificielle – deepfakes, escroqueries automatisées, atteintes à la santé mentale des mineurs – montrent que le cadre existant ne répond pas encore aux attentes de protection exprimées par les citoyens.

Résultats : Télécharger le [rapport complet de l'enquête](#). Lire [l'analyse du CeSIA](#).

Méthodologie. Enquête réalisée par OpinionWay pour le CeSIA avec l'appui de la politologue Chloé Morin. Échantillon de 2 065 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas). Questionnaire auto-administré en ligne (CAWI), du 25 mars au 9 avril 2026. Marges d'incertitude : 1,0 à 2,3 points.

À propos du CeSIA. Le Centre pour la Sécurité de l'IA est une organisation française se consacrant à la prévention des risques majeurs liés à l'intelligence artificielle. Le CeSIA mène des travaux de recherche, de plaidoyer et de sensibilisation pour promouvoir un développement de l'IA sûr au service du bien commun.

Contact presse : Arthur Grimonpont — arthur@cesia.org